

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

CABINET CIVIL
Cellule de Communication



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

CIVIL CABINET
Communication Unit



SOMMET POUR
**UN NOUVEAU PACTE
FINANCIER MONDIAL**

Paris - Palais Brongniart, 22 et 23 juin 2023

**PARTICIPATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
DU CAMEROUN, S.E. PAUL BIYA**

DOSSIER DE PRESSE

Site web : www.prc.cm

SOMMAIRE

Fiche n°1 :

Introduction

Page 3

Fiche n°2 :

Enjeux et Contexte

Page 5

Fiche n°3 :

Biographies

Page 11

Fiche n°4 :

Vœux de Nouvel An 2023 au Chef de l'Etat. Discours de S.E. Paul Biya en réponse aux vœux du Corps diplomatique

Page 15

Fiche n°5 :

Discours du Chef de l'Etat au Milken Institute

Page 18

Fiche n°6 :

Programme

Page 20

Fiche n°1

INTRODUCTION

Dans un contexte de multiples crises qui coexistent – changements climatiques, perte de la biodiversité, crise sanitaire, crise de la dette, pauvreté – l’architecture financière internationale de financement du développement et de l’action climatique montre ses limites et les appels à la réforme se multiplient.

D’une manière générale l’Afrique qui contribue de façon marginale aux émissions de gaz à effet de serre, en subit pourtant lourdement les conséquences à travers la hausse des températures, les sécheresses, l’érosion des côtes, l’affaissement des sols et les inondations. En définitive, les pays africains sont parmi les plus affectés par le dérèglement climatique caractérisé par le déficit pluviométrique, d’une part, la sécheresse extrême et les inondations, d’autre part. Tout ceci est dommageable pour les populations en compromettant les perspectives de développement et en annihilant les politiques de lutte contre la pauvreté.

En novembre dernier lors de la COP27 et du G20, Emmanuel Macron a souhaité se positionner en leader d’une grande réforme de cette architecture financière en conviant des dirigeantes de divers pays et institutions internationales.

Le Président de la république du Cameroun S.E. Paul BIYA, va prendre part, au côté de 100 autres Chefs d’Etat et de gouvernement au « Sommet pour un nouveau Pacte Financier Mondial » qui se tiendra à Paris du 22 au 23 juin 2023. Le Chef de l’Etat camerounais va assurément constituer l’une des principales attractions de ces assises. Son pays le Cameroun, de par sa position géographique, le place au cœur même de l’Afrique centrale et lui permet en même temps d’assurer la connexion avec l’Afrique de l’Ouest à travers une longue frontière de plus de 1400 km avec le Nigeria. En outre, sous son impulsion, le pays a entamé la modernisation des infrastructures afin de devenir un hub d’Afrique Centrale pour attirer plus d’investissements dans son pays afin de devenir le référent pour la CEMAC. (Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale)

S’agissant du thème des travaux de Paris, à savoir: « renforcement des financements à destination des pays moins avancés et des pays plus vulnérables au changement », il convient de relever que cette problématique a plusieurs fois été développée, en son temps, par le Président camerounais sur différentes Tribunes internationales, assorties des propositions judicieuses.

A titre d'illustration, dans une évocation de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, lors de la 72^e Assemblée générale de l'ONU, le Président Biya a mené un plaidoyer en faveur des pays en développement, qui polluent peu et « méritent de bénéficier de la part des pays riches, qui polluent beaucoup » de moyens multiformes pour promouvoir efficacement, à leur niveau, les objectifs de l'Accord de Paris.

Paul BIYA a aussi alerté l'Assemblée sur deux urgences pour le continent : la dégradation continue des forêts en Afrique centrale et la situation du lac Tchad en voie de disparition.

Par la même occasion, le Président camerounais a tenu à porter le message de l'Afrique au monde. « *En tant que dirigeants, nous devons faire en sorte que les vies, la dignité et les valeurs humaines prévalent sur les valeurs monétaires* », a-t-il déclaré.

Dans son intervention lors de la table-ronde privée au Milken Institute Invest, le 12 décembre 2022, lors du Sommet USA-Afrique, le Président Paul BIYA s'est prononcé sur la manière dont la finance peut constituer un atout à l'égard des défis pressants et des opportunités de l'Afrique, et contribuer à la résolution des problèmes apparemment sans solution à l'échelle mondiale. A cette occasion, il a déclaré qu'il « *serait souhaitable d'œuvrer à la mise en place d'un véritable marché africain des capitaux, susceptible d'offrir des outils adaptés au financement du développement de l'Afrique. Ce qui permettra sa transformation structurelle et son indépendance progressive de l'aide au développement et des crédits à l'exportation.* »

Dans la même veine, en réponse aux vœux du Corps diplomatique, en janvier dernier, le Chef de l'Etat camerounais est revenu sur quelques propositions de solutions à certains de ces défis qui interpellent les pays africains, notamment la mise en place de mécanismes de financements plus cohérents et adaptés aux préoccupations du continent africain. A cet effet Il a souligné : « *Il appartient désormais aux pays développés de respecter leurs engagements, en l'occurrence la constitution d'un fonds de 100 milliards de dollars en faveur des pays vulnérables, pour compenser les pertes et dommages qu'ils subissent du fait du dérèglement climatique.* »

La rencontre de Paris permettra des débats de fond, au plus haut niveau, dans des formats hybrides entre Chefs d'Etat et de Gouvernement, responsables d'Organisations Internationales, représentants de la Société Civile, des fondations, des fonds et du secteur privé. Le sommet pour le nouveau pacte financier mondial qui a pour ambition de faire converger les agendas climatiques et économiques devrait pouvoir proposer des solutions innovantes pour faire face à ces enjeux qui interpellent l'ensemble de la communauté internationale.

Fiche n°1

ENJEUX ET CONTEXTE

Les 22 et 23 juin 2023, se tient à Paris, sous l'égide de la France, le « Sommet pour un nouveau Pacte Financier Mondial ».

Au centre des échanges, une problématique d'importance pour le Cameroun et les pays africains, à savoir le « renforcement des financements à destination des pays les moins avancés et des pays les plus vulnérables au changement climatique ».

Le Sommet va rassembler une diversité d'acteurs et d'actrices du développement, Gouvernements, Secteur privé et Organisations de la Société Civile, afin de travailler sur des propositions communes, avec en bonne place, la réforme de la Banque Mondiale, des droits de tirage spéciaux, de la dette, des taxes internationales, etc.

A l'issue des travaux de Paris, il est attendu du Sommet pour un nouveau Pacte Financier Mondial, entre autres, une révision en profondeur de l'agenda international en matière de financement du développement et du climat.

PRÉSENTATION DU SOMMET UN NOUVEAU PACTE FINANCIER MONDIAL

1. Enjeux du Sommet et attentes

- Ce sommet a été initié par le Président français, Emmanuel MACRON, pour répondre au manque de financements du développement

Les bouleversements internationaux provoqués par la pandémie du COVID-19, puis la guerre en Ukraine, l'aggravation de l'endettement des pays en développement, ainsi que l'accélération du réchauffement climatique, appellent à des solutions drastiques et coordonnées.

Voilà qui justifie à suffire, les assises que la France va abriter les 22 et 23 juin 2023, à Paris au Palais Brongniart.

Le Sommet pour un Nouveau Pacte Financier Mondial, annoncé au mois de novembre 2023, lors de la COP 27 de Sharm el-Sheikh et au cours du Sommet du G20, ambitionne de renforcer les partenariats entre les pays et les institutions financières internationales, afin de faire évoluer le système financier, aux fins d'augmenter les financements à destination des pays en développement, vulnérables aux changements climatiques.

Pour le Gouvernement français, « ce Sommet participe à plusieurs initiatives internationales en cours, dont la réforme de la Banque Mondiale, le financement de la transition énergétique, et l'utilisation des droits de tirage spéciaux. »

La création du fonds pertes et dommages et la mise en œuvre de l'agenda de Bridgetown, parmi les dernières initiatives, visent en partie à répondre au manque de financement.

Le sommet de Paris se veut donc comme une rencontre internationale ad hoc, en lien avec une série de rencontres au niveau international : G7, G20, COP28, assemblée générale des Nations Unies sur l'Agenda 2030, etc.

Organisé conjointement avec l'Inde qui préside le G20 cette année, le Sommet pour un Nouveau Pacte Financier Mondial rassemblera une diversité d'intervenants en matière de développement, en vue de la constitution des coalitions autour de propositions d'ensemble, pour financer particulièrement, la transition énergétique, l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, ou encore, le financement des biens publics mondiaux.

2. Quatre (04) objectifs principaux ont été définis pour cette rencontre :

1. Redonner un espace budgétaire et fiscal aux pays pauvres et vulnérables ;
2. Favoriser le développement du secteur privé dans les pays à faible revenu ;
3. Encourager l'investissement dans les infrastructures "vertes" pour la transition énergétique dans les pays en développement ;
4. Mobiliser des financements innovants pour les pays vulnérables au changement climatique.

Ces thèmes sont étudiés et discutés au sein de groupes de travail créés pour l'occasion du Sommet, lesquels rassemblent des délégations gouvernementales, des institutions internationales, ainsi que le secteur marchand.

Un panel d'expertes et d'experts sur les sujets économiques et climatiques a également vu le jour afin d'alimenter les travaux en cours.

3. Ouverture du sommet aux expertises de la Société Civile(OSC)

Grâce à une mobilisation active des OSC, plusieurs espaces se sont ouverts à eux :

1. Au sein des groupes de travail pluri-acteurs et actrices préparant les possibles accords et résultats du Sommet ;
2. Au sein d'un comité de liaison avec les pouvoirs publics ;
3. À l'occasion des SIDE événements qui seront organisés pendant le Sommet, le 22 juin.

Plusieurs OSC participent aux discussions des groupes de travail, partageant leur expertise et leur analyse des solutions étudiées.

• De la construction d'un nouveau consensus pour un système financier international plus solidaire

Les réponses apportées par la communauté internationale sont aujourd'hui fragmentées, partielles et insuffisantes. C'est ce qui justifie la nécessité d'une révision profonde des mécanismes financiers mondiaux, par la construction d'un système financier international plus réactif, plus juste, et plus solidaire, permettant de lutter contre les inégalités, de financer la transition climatique, et l'atteinte des Objectifs du Développement Durable(ODD).

A cet égard, le Président Français, Emmanuel MACRON, est formel :

« Nous frapperons fort, car nous allons tout d'abord établir un nouveau consensus. La lutte contre la pauvreté et la décarbonation de notre économie, afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, et la protection de la biodiversité sont étroitement liées. Nous devons donc nous accorder conjointement sur la meilleure façon de faire face à ces défis dans les pays pauvres et les pays émergents du monde en développement, sur le montant des investissements, sur la réforme de l'ensemble des infrastructures comme la Banque Mondiale, le FMI, les fonds publics et privés, et sur la manière dont il nous faut engager un nouveau processus. »

- **Pourquoi un nouveau pacte financier mondial ?**

Le monde est actuellement confronté aux conditions les plus difficiles depuis des décennies. À la suite de la crise de la COVID-19, la dette publique a atteint un niveau sans précédent dans tous les pays, un tiers des pays en développement et deux tiers des pays à faible revenu présentant un risque élevé de surendettement.

L'inflation a fortement augmenté, et le resserrement de la politique monétaire engendre de la volatilité financière et réduit l'appétence pour le risque.

La tendance mondiale à la réduction de la pauvreté observée depuis plusieurs décennies s'est interrompue, voire inversée, entraînant des écarts économiques grandissants à l'échelle mondiale.

Il faut donc avancer avec solidarité et ambition, dans la perspective de l'atteindre des ODD, la neutralité carbone et nos objectifs communs de protection de la biodiversité.

Problématiques du Sommet

Le sommet se déroulera sur deux jours, il permettra des débats au plus haut niveau dans des formats hybrides entre Chefs d'Etat et de Gouvernement, responsables d'Organisations Internationales, représentants de la Société Civile, des fondations, des fonds et du secteur privé.

1. Repenser le modèle des banques multilatérales à l'aune des nouveaux défis

Dans un contexte de crises multisectorielles, qui se succèdent et s'additionnent, trois changements majeurs doivent être envisagés.

- a. Un changement de paradigme, afin de faire converger les moyens en faveur d'une transition juste et de l'avènement des objectifs de développement durable.
- b. Un changement d'échelle, en mobilisant l'ensemble des instruments et de partenaires, pour aller plus loin que les premiers résultats actuels de l'agenda Capital Adequacy Framework :
- c. un changement de méthode.

2. Une nouvelle méthode... Des partenariats pour une croissance verte

Face aux défis climatiques, de la perte de biodiversité, sanitaires et géopolitiques, où l'urgence et la crise deviennent la norme, et dans un contexte de stagnation, voire de diminution des ressources domestiques mobilisables par la plupart des pays en développement, la notion de partenariat multi-acteurs doit s'imposer.

Nouveaux grands émergents, fondations philanthropiques, fonds souverains, fonds de pension et d'investissements, banques de développement, institutions financières, organisations internationales, entreprises : leurs intérêts, leurs objectifs et leurs méthodes peuvent diverger, mais la complémentarité de leurs actions, selon les besoins et les situations, est aujourd'hui essentielle.

3. Démontrer de la solidarité pour sortir du piège de la dette

Des engagements importants ont été pris par la communauté internationale pour financer la transition climatique, préserver la biodiversité, réaliser les Objectifs du développement durable (ODD), donner davantage de moyens aux pays frappés de plein fouet par la crise COVID-19, notamment pour transférer de 100 milliards de DTS aux pays les plus vulnérables, renforcer les financements concessionnels du FMI (notamment via la Poverty Reduction Growth Trust) et offrir un cadre de traitement de la dette aux pays qui le nécessitent.

4. Créer un environnement propice au secteur privé (infrastructures durables, financement des PME)

L'investissement massif exigé par l'ambition commune pour la planète et la prospérité partagée implique de repenser l'environnement d'investissement, afin de mobiliser nos flux financiers, sur l'ensemble des continents, pour soutenir les projets favorisant une transition juste et les entreprises créatrices d'emplois dans les géographies prioritaires.

Concernant le projet d'infrastructure, clé pour le développement comme pour la transition écologique, il s'agit notamment de fournir des standards d'efficacité et de qualité conformes aux ODD ainsi que les bons instruments de couverture des risques qui renchérissent aujourd'hui fortement le coût du capital.

2. Oser des instruments et des financements innovants face aux nouvelles vulnérabilités

L'intégration de la vulnérabilité, en particulier climatique, au cœur de l'architecture financière impose de réinterroger la pertinence et l'efficacité de notre panoplie d'instruments et de la compléter pour apporter des liquidités d'urgence mais aussi des solutions pour renforcer la résilience sur le long terme.

3. Réorienter les flux financiers en incitant au financement de la transition juste

L'ampleur des efforts à fournir pour financer la transition climat et préserver la biodiversité suppose de mobiliser la finance privée. Encore faut-il que les données permettant d'analyser les risques et opportunités, la dépendance et les impacts, soient disponibles, fiables et comparables.

Et que soient créés les instruments permettant de les traiter de manière plus systématique, de sorte à créer les conditions propices à la confiance et à l'investissement, ce que les nouvelles technologies permettent aujourd'hui de manière beaucoup plus efficace. C'est un enjeu clé pour les pays en développement afin qu'ils ne soient pas exclus des flux de financement. De nombreuses initiatives sont en cours pour inciter les entreprises et les acteurs financiers à mettre à disposition et recueillir des données plus fiables, grâce à des cadres de reporting mieux définis, compatibles entre les différentes régions du monde, et accessibles.

BIOGRAPHIES

Biography of President Emmanuel Macron

Emmanuel MACRON est le huitième Président de la Vème République française. Fondateur du mouvement « En Marche ! », créé le 6 avril 2016, il l'a dirigé jusqu'à sa première victoire à l'élection présidentielle, le 7 mai 2017.

Le 24 avril 2022, Emmanuel MACRON est réélu Président de la République.

Né en décembre 1977 à Amiens, dans la Somme, Emmanuel MACRON a étudié la philosophie avant d'intégrer l'Ecole Nationale d'Administration (ENA), dont il a été diplômé en 2004.

Emmanuel MACRON a alors intégré l'Inspection Générale des Finances (IGF) où il a travaillé quatre ans avant de rejoindre le secteur bancaire.

Il est devenu, en 2012, secrétaire général adjoint de la Présidence de la République. Il a quitté ses fonctions en juillet 2014 avant de devenir ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique d'août 2014 à août 2016.

Biographie du Président Paul BIYA

Son Excellence Paul BIYA est né le 13 février 1933 à Mvomeka'a dans l'arrondissement de Meyomessala, département du Dja-et-Lobo, région du Sud. Fils de Etienne MVONDO ASSAM et de Anastasie EYENGA ELLE.

S.E. Paul BIYA est le deuxième Chef de l'Etat du Cameroun. Il a accédé au pouvoir le 6 novembre 1982 après la démission du Président Ahmadou AHIDJO.

Études primaires et secondaires :

- **C.E.P.E.** : juin 1948 (Ecole catholique de Nden);
- Pré-séminaire Saint Tharcissius à Edéa (1948- 1950) ;
- Petit Séminaire d'Akono (1950-1954) ;
- **B.E.P.C.** : juin 1953 ;
- Lycée Général Leclerc de Yaoundé (1954- 1956) ;
- **Baccalauréat 1^{ère} partie** : Juin 1955 ;
- **Baccalauréat 2^{ème} partie (série philosophie)** : juin 1956.

Supérieures :

Au Lycée Louis Le Grand de Paris ;
A l'Université de Paris Sorbonne (Faculté de Droit) ;
A l'Institut d'Etudes Politiques de Paris ;
A l'Institut des Hautes Etudes d'Outre-mer.

Diplômes :

A l'issue de ses études, il a obtenu les diplômes suivants :

- 1960** : Licence en Droit Public
- 1961** : Diplôme de l'Institut d'Études Politiques de Paris
- 1962** : Diplôme de l'Institut des Hautes Études d'Outre-mer (IHEOM)

1963 : Diplôme d'Études Supérieures en Droit Public.

Décorations :

Grand Maître des Ordres Nationaux ;
Commandeur de l'Ordre National, de classe exceptionnelle (République Fédérale d'Allemagne) ;
Commandeur de l'Ordre National (Turquie) ;

Grand Croix de l'Ordre National du Mérite Sénégalais ;

Grand Officier de la Légion d'Honneur (France);

Great Commander of the Medal of St-George (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;

Grand Collier de l'Ordre du Ouissam Mohammadi (Royaume du Maroc) ;

Great Commander of the Order of Nigeria (République Fédérale du Nigéria) ;

Docteur Honoris Causa de l'Université de Maryland (USA) ;

Professeur Honoraire de l'Université de Beijing (République Populaire de Chine) ;

Titulaire de plusieurs décorations de divers autres pays.

Carrière :

• Octobre 1962

Monsieur Paul BIYA est nommé Chargé de Mission à la Présidence de la République dès son retour de Paris.

• Janvier 1965

Monsieur Paul BIYA est nommé Directeur de Cabinet du Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Culture.

• Juillet 1965

Monsieur Paul BIYA est Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de la Culture.

• Décembre 1967

Monsieur Paul BIYA est nommé Directeur du Cabinet Civil du Président de la République.

• Janvier 1968

Tout en gardant le poste de Directeur du Cabinet Civil, M. BIYA se voit hissé aux fonctions de Secrétaire Général de la Présidence de la République.

• Août 1968

Monsieur Paul BIYA est nommé Ministre, Secrétaire Général de la Présidence de la République.

• Juin 1970

Monsieur Paul BIYA devient Ministre d'Etat,

• Juin 1975

Monsieur Paul BIYA est nommé Premier Ministre de la République du Cameroun.

• Juin 1979

La Loi N°79/02 du 29 juin 1979 fait du Premier Ministre le successeur constitutionnel du Président de la République.

• 06 novembre 1982

Monsieur Paul BIYA prête serment comme Président de la République du Cameroun, le deuxième de l'histoire du pays. Cette cérémonie se déroule au Palais de l'Assemblée Nationale, devant les élus du peuple, suite à la démission, le 4 novembre 1982, du Président Ahmadou AHIDJO.

Au moment de son accession à la magistrature suprême, Paul BIYA est le 1er Vice-président du Comité Central de l'Union Nationale Camerounaise (UNC) et Membre du Bureau Politique de ce parti.

Elu Président de la République le 14 janvier 1984, réélu le 24 avril 1988, le 11 octobre 1992 (première élection au suffrage universel direct avec multiplicité de candidatures au Cameroun), le 11 octobre 1997, le 10 octobre 2001 et le 9 octobre 2011.

Elu Président de l'Union Nationale Camerounaise, le 14 septembre 1983.

Elu Président du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) après la transformation de l'UNC en RDPC le 24 mars 1985 à Bamenda.

En promulguant, le 19 décembre 1990, la loi sur les associations et les partis politiques, M. Paul BIYA a restauré le multipartisme au Cameroun (depuis le 1^{er} septembre 1966, ce pays vivait à

l'ère du monopartisme de fait).

A ce jour, plus de 200 partis politiques ont été légalisés. Le RDPC a obtenu la majorité absolue lors des élections législatives de mars 1997, de juin 2002, de juillet 2007 et de septembre 2013. Malgré ces victoires, le Président de la République a toujours choisi de former des gouvernements d'ouverture. Quatre partis sont représentés dans le gouvernement: le RDPC, l'UNDP, l'ANDP et le FSNC.

Les dernières élections législatives et municipales ont eu lieu le 30 septembre 2013. Elles ont été organisées par un organe indépendant, Elections Cameroon.

Publications :

Monsieur Paul BIYA est l'auteur d'un essai politique, Pour le Libéralisme Communautaire,

éditions Marcel Fabre, Lausanne 1987.

Cet ouvrage a été traduit en anglais, en allemand et en hébreu.

Le Chef de l'Etat y annonce l'avènement du multipartisme (devenu officiel en 1990) après l'étape transitoire du parti unique. Il explique son option pour le libéralisme économique et l'initiative privée tout en préconisant la solidarité nationale, la répartition équitable des fruits de la croissance, la justice propre aux diverses communautés qui forment la Nation.

Enfin, il réaffirme la nécessité de moderniser l'Etat et d'entretenir des relations de coopération avec les autres pays du monde.

Vie conjugale :

Son Excellence Paul BIYA est marié à Chantal Pulchérie BIYA. Il est père de trois enfants : Franck BIYA, Paul BIYA Junior et Brenda BIYA EYENGA.

Fiche n°3

VŒUX DE NOUVEL AN 2023 AU CHEF DE L'ETAT. DISCOURS DE S.E. PAUL BIYA EN RÉPONSE AUX VŒUX DU CORPS DIPLOMATIQUE

Washington DC, le 12 décembre 2022

Monsieur le Doyen du Corps diplomatique,

Je tiens, avant toute chose, à vous remercier pour les propos aimables que vous venez de tenir à mon endroit, et à celui de mon pays.

Je me réjouis également de nos retrouvailles, deux années après notre dernière rencontre, en raison – vous pouvez le comprendre – de la pandémie du COVID-19.

Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,

L'année 2022, qui vient de s'achever, a été principalement marquée par la persistance des effets néfastes de cette pandémie, et la survenance d'un conflit armé entre la Russie et l'Ukraine.

Ces deux faits majeurs continuent d'affecter profondément la stabilité de nos économies, plus particulièrement celles des pays en voie de développement, et tendent à accentuer les dysfonctionnements dans le commerce international.

Je voudrais ici rappeler que le Cameroun reste attaché au règlement pacifique des conflits par la voie du dialogue et de la négociation.

Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,

Au cours de l'année écoulée, le monde a continué à faire face à d'autres défis tout aussi préoccupants, notamment le terrorisme et l'extrémisme violent, les questions migratoires, les changements climatiques, pour ne citer que ceux-là.

C'est dans le cadre de la recherche de solutions à certains de ces défis, qui interpellent les pays africains, que j'ai plaidé, lors du récent Sommet Afrique/ Etats-Unis, pour la mise en place de mécanismes de financements plus cohérents et adaptés aux préoccupations du continent africain.

Je reste persuadé que la mise en place d'un véritable marché africain des capitaux permettra à l'Afrique de disposer d'outils adaptés au financement de son développement.

Je me félicite par ailleurs de ce que la récente Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, la COP27 de Charm El-Cheikh en Egypte, ait mis en évidence la nécessité de soutenir, par des financements conséquents, les efforts d'adaptation des pays en voie de développement.

Il appartient désormais aux pays développés de respecter leurs engagements, en l'occurrence la constitution d'un fonds de 100 milliards de dollars en faveur des pays vulnérables, pour compenser les pertes et dommages qu'ils subissent du fait du dérèglement climatique.

La persistance des inégalités dans le commerce mondial constitue également l'un des sujets de préoccupation qui doit interpeller la communauté internationale. Les crises successives auxquelles sont confrontés les Etats ont mis en évidence l'interdépendance des économies et l'exigence de solidarité entre les Nations.

L'opérationnalisation de la Zone de Libre Echange Continentale constitue à cet égard, une avancée significative dans le renforcement du commerce interafricain. Elle pourrait, à terme, contribuer à accroître la part de l'Afrique dans le commerce international, à travers une augmentation substantielle du volume des échanges avec ses partenaires étrangers.

Le Cameroun se félicite de compter parmi les sept premiers pays du continent qui expérimentent déjà l'exportation de certains produits, dans le cadre des mécanismes prévus par l'Accord sur la Zone de Libre Echange Continentale.

Mesdames, Messieurs les membres du Corps diplomatique,

Comme je l'ai précédemment évoqué, de nombreuses crises sécuritaires perdurent dans le monde. L'Afrique, hélas, continue d'être le théâtre de plusieurs conflits armés.

Quelles que soient leurs formes ou les raisons invoquées pour les justifier, ces conflits constituent de véritables freins au développement, en même temps qu'ils affectent des populations innocentes.

Il revient, certes, à chaque Etat de prendre les mesures utiles et nécessaires pour développer la paix en son sein ou avec ses voisins.

Je voudrais toutefois plaider pour que la communauté internationale accorde un intérêt plus accru aux situations de crises et de conflits ayant pour théâtre le continent africain.

Monsieur le Doyen,

Mesdames et Messieurs les membres du Corps diplomatique,

Le moment est maintenant venu pour moi de vous prier de bien vouloir transmettre aux hautes autorités que vous représentez, mes meilleurs vœux de prospérité pour l'année nouvelle.

A vous-mêmes et à vos familles respectives, j'adresse mes sincères souhaits de santé et de succès pour l'année 2023.

Vive la coopération internationale !

Vive la solidarité internationale !

Je vous remercie de votre attention.

Fiche n°4

DISCOURS DU CHEF DE L'ETAT AU MILKEN INSTITUTE

Washington DC, le 12 décembre 2022

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Président Joe Biden qui a bien voulu convier ses homologues africains à ce deuxième Sommet des Dirigeants des Etats-Unis et de l'Afrique.

Je tiens également à remercier Messieurs Michael Klowden et Paul Hinks, pour leur invitation à la présente table ronde privée.

L'ordre du jour nous invite à réfléchir sur « Comment la finance peut constituer un atout à l'égard des défis pressants et des opportunités de l'Afrique, et contribuer à la résolution de problèmes apparemment sans solution à l'échelle mondiale ».

C'est un sujet d'actualité, au regard de la situation actuelle de l'économie mondiale et des effets des crises sanitaire et sécuritaire sur nos économies nationales.

L'un des freins au développement de l'économie africaine est l'épineux problème de la disponibilité des financements.

Pourtant l'Afrique dispose d'un énorme potentiel en ressources naturelles. Ce potentiel reste sous exploité ou alors son exploitation n'intègre pas la transformation sur place qui est susceptible de générer de la valeur ajoutée et de la richesse sur le continent.

L'Afrique ne représente qu'une portion congrue des ressources financières en circulation dans le monde. Son accès à ces ressources se fait à des taux prohibitifs et parfois à des conditions restrictives de souveraineté de nos Etats.

L'Afrique reste trop dépendante de l'aide publique au développement qui semble ne plus correspondre à nos besoins.

Le cadre juridique qui gouverne généralement l'obtention de financements est très contraignant et accroît notre exposition aux risques budgétaires et de stabilité de nos institutions. Comme exemple de contrainte, la mise en gage de certaines ressources naturelles sollicitée par certains investisseurs.

Les modèles et instruments de financement adoptés contribuent davantage à la réexportation des capitaux, à travers des prêts sans mouvement de fonds vers le continent, mais avec sorties obligatoires de devises lors des remboursements.

L'une des solutions passe par le financement de l'exploitation et de la transformation des ressources naturelles de l'Afrique sur son sol.

Pour cela, l'Afrique a besoin d'un volume important de capitaux à long terme.

Il serait donc souhaitable d'œuvrer à la mise en place d'un véritable marché africain des capitaux, susceptible d'offrir des outils adaptés au financement du développement de l'Afrique. Ce qui permettra sa transformation structurelle et son indépendance progressive de l'aide au développement et des crédits à l'exportation.

En souhaitant plein succès à vos travaux, je vous remercie de votre aimable attention.-

Fiche n°5

PROGRAMME

Jeudi 22 juin 2023

9h00 - 10h00 - Cérémonie d'ouverture

Ouverture par le Président de la République

Témoignages d'acteurs de la société civile

Messages de Mia Mottley, première ministre de la Barbade, et de Antonio Guterres, Secrétaire Général de l'ONU

10.30 a.m. – 5.00 p.m. Six Round Tables

1. Faire évoluer le modèle des banques multilatérales de développement pour répondre aux défis du XXIème siècle
2. Dette et affectation de droits de tirage spéciaux : bilan et perspectives
3. Une nouvelle méthode : les partenariats pour une croissance verte
4. Des instruments et des financements innovants face aux nouveaux enjeux de vulnérabilité
5. Garantir des informations et des données plus fiables et comparables
6. Créer un environnement propice au secteur privé (infrastructures durables, financement des PME)

Parallèlement aux tables rondes une trentaine d'évènements se tiendront dans des formats également hybrides autour des principaux objectifs du développement durable.

20h00 - 22h00 - Dîner de travail des Chefs d'Etat et de gouvernement

Friday 23 June 2023

9h00 - 12h30 - Cérémonie de clôture

Accueil protocolaire et photo de famille

Présentation des conclusions des tables rondes

Dialogue de haut niveau

Point de presse